

Avant d'entamer l'examen de la situation actuelle au sujet de laquelle nous traiterons d'abord de la question agraire, il nous faudra dire quelques mots sur les événements de 1934, sur l'insurrection des Asturies. La place nous manque pour traiter de cet événement d'une importance colossale et force nous est de nous borner à en indiquer seulement la signification. Après les élections de droite et la répression violente de la grève de nov. 1933, les situations évoluent graduellement et progressivement avec la prédominance de la C. E. D. A., et le retour des forces qui avaient été écartées lors de l'avènement de la République. Les socialistes font une brusque conversion à gauche et reprennent contact avec les ouvriers dont ils dirigent même des grèves. En octobre 1934, en réponse à la constitution du gouvernement Lerroux avec quatre représentants de la C. E. D. A., la grève générale est proclamée. Ses dirigeants évidemment ne se doutaient point de l'extension qu'elle aurait

Le problème agraire

Nous nous sommes appliqués à démontrer que la proclamation de la République, en 1931, ne pouvait être placée sur un des deux plans classiques sur lesquels nous sommes habitués à expliquer ces événements dans les autres pays : il ne s'agissait point d'une phase de la lutte de la bourgeoisie passant à l'attaque de la vertèbre féodale de l'économie agraire, puisque le capitalisme s'étant formé depuis des siècles en Espagne, justement sur l'adaptation de cette structure économique à une vie parasitaire rendue possible par l'extension des territoires contrôlés. Il ne s'agissait pas non plus d'une forme de résistance de la bourgeoisie à une attaque révolutionnaire du prolétariat, celui-ci se trouvant — à cause de la position de décadence putréfiée de ce capitalisme — dans l'impossibilité de faire jaillir d'un milieu social extrêmement bigarré son parti de classe, le seul personnage historique pouvant agir pour la victoire communiste. La République de 1931 représente donc une expression anticipée des formidables convulsions sociales qui éclateront immédiatement après et qui, du fait de l'isolement du prolétariat espagnol au point de vue international, seront condamnées à choir en une tragique impasse. Il en sera de même pour la victoire du Front Populaire de

prise dans les milieux les plus éprouvés de la classe ouvrière espagnole, des mineurs d'Asturie condamnés à des salaires de famine et qui voyant leurs dirigeants donner l'ordre du mouvement croient que l'heure enfin a sonné où, au contraire de ce qui était arrivé en 1932, lorsque l'U. G. T. sabotait les agitations, il sera enfin possible de conquérir de moins misérables conditions de vie. L'insurrection reste malheureusement isolée et après l'écrasement violent, c'est tout au cours de l'année 1935 une action continuelle de répression contre la classe ouvrière, répression qui s'exerce par la voie légale, et par le recours aux formes extrêmes de la persécution.

Fin 1935, comme fin 1933, les problèmes insolubles de la situation espagnole arrivent à un nouveau nœud : la manifestation de Madrid de glorification de Azana marque qu'un nouveau tournant va s'ouvrir et en février 1936, c'est la victoire électorale du Front Populaire.

février 1936. Mais, avant de considérer les événements actuels, il nous faudra parler rapidement de la question agraire et des questions économiques, ce qui nous permettra de constater que la gauche, l'extrême-gauche, tout aussi bien que la droite et l'extrême-droite bourgeoises, se sont trouvées dans l'impossibilité d'apporter une solution à ces problèmes dont le vacarme des réformes politiques projetées ne fait que cacher l'impossibilité où se trouve le capitalisme de modifier les bases économiques de la société espagnole. Le prolétariat, et lui seul, représente la classe capable de modifier la base même de l'économie espagnole et en dehors de cette modification aucune solution ne reste possible.

Tant au point de vue agraire qu'industriel, l'Espagne peut se partager en gros en deux parties, dont l'une, la moins étendue, est composée de formes de cultures et d'industries du type de celles formant l'assiette de la domination du capitalisme dans les autres pays. L'autre partie, par contre, est constituée par les immenses étendues de terres non cultivables en partie et où les paysans et ouvriers agricoles sont condamnés à une vie extrêmement misérable. Les paysans du littoral de l'Est sont soumis aux exac-

tions fiscales d'un pouvoir central qui ne peut subsister qu'à la condition de mettre ces propriétaires dans l'impossibilité de réaliser des prix rémunérateurs pour leurs produits qui doivent être exportés à des conditions avantageuses pour battre la concurrence internationale. Les petits propriétaires seront obligés de vendre leurs produits n'importe comment, car il leur faut immédiatement des capitaux pour continuer à cultiver les terres. Les grands propriétaires prendront, eux aussi, une position d'hostilité envers l'Etat centralisateur qui ne leur rapportera, en échange des fortes contributions fiscales à payer, aucun avantage sérieux. C'est là le terrain où germent les mouvements séparatistes qui s'étendent d'ailleurs aux autres parties de l'Espagne, au plateau central, où les grands propriétaires terriens soutirent aux paysans condamnés à l'esclavage, des rentes qui sont immédiatement dirigées vers les grandes banques et ne seront jamais utilisées pour défricher les terres ou acheter des machines agricoles, sans quoi aucune possibilité n'existerait de mettre en valeur ces terres. Dépecer ces immenses propriétés c'est compliquer davantage le problème, car la culture mécanique ne peut se faire sur la base parcellaire, mais exige une grande étendue de terrains soumise à une direction unique. Nous avons déjà dit que les grands propriétaires n'ont d'autre rapport avec leurs terres que ceux tenant à l'encaissement de leurs rentes et ce en s'appuyant sur une hiérarchie de fermiers et sous-fermiers qui rendent encore plus angoissante l'exploitation des paysans et des ouvriers agricoles. Ces grands propriétaires ne songent même pas à investir leurs capitaux dans les terres et ils ne voient évidemment pas de mauvais œil une intervention étatique qui accroisse leur puissance en les « expropriant » de terres dont le rendement est minime. La transformation de l'économie agraire est uniquement possible par son industrialisation et celle-ci ne peut être réalisée que par le prolétariat victorieux.

Pour l'industrie, nous assistons à des phénomènes analogues. Les mines de charbon des Asturies sont d'un rendement pauvre et les ouvriers sont forcés d'y travailler à des conditions de famine analogues à celles des ouvriers d'Andalousie et de l'Estremadour, tandis que les riches mines de minerais qui sont partiellement

sous le contrôle de capitalistes étrangers, ne produisent que pour l'exportation. L'industrie de transformation de Catalogne, pour ce qui la concerne, ne sera pas acheminée vers le marché intérieur qui, par la capacité d'achat extrêmement réduite des masses, est incapable d'absorber ses produits, mais travaillera presque exclusivement pour l'étranger. Bien sûr, les données existent pour trouver, au sein même de l'Espagne, les éléments pour résoudre le problème économique. A cet effet, l'on peut même dire que les engrais nécessaires à la culture et à la mise en valeur des terres existent dans le pays. Mais cette transformation n'est possible qu'à la condition de bouleverser de fond en comble toute la structure sociale, d'extirper ce capitalisme parasitaire et d'y substituer la direction consciente du prolétariat agissant pour la construction de la société communiste.

Lors de l'avènement de la République, aussi bien, d'ailleurs, qu'après la victoire du Front Populaire, beaucoup de bruit a été fait autour de la Réforme Agraire, mais il s'agissait toujours de mesures destinées à agir sur le plan politique (expropriation et redistribution des terres). Cependant, puisque la solution ne peut être trouvée qu'au travers de l'industrialisation des terres, les projets étaient destinés à s'évanouir alors que les masses déchaînaient des mouvements au terme desquels aucune amélioration réelle ne pouvaient être conquise. Certes, il y a une différence entre les programmes économiques de la droite et de la gauche. La première agissant pour le maintien rigoureux de la structure sociale spécifique de l'Espagne, la seconde voulant agir sur les manifestations extérieures juridiques et politiques de cette structure. Mais puisque ni l'une ni l'autre ne peuvent aborder le fond du problème, il est inévitable que les masses voyant qu'aucune solution n'est donnée à leurs problèmes traversent, après des périodes de luttes désespérées, d'autres périodes de découragement qui seront habilement exploitées par la droite qui, au moins, assure sans discontinuité l'exploitation capitaliste que la gauche compliquera en faisant croire que, sous sa direction, des possibilités de lutte existent, qu'une réforme va être appliquée à la condition, toutefois, de combattre les grands propriétaires qui resteront toujours debout